Entretien paru dans le quotidien italien « Libero », 17 août 2011

ENTRETIEN SUR LA CRISE FINANCIERE

1) La crise actuelle est de toute évidence une crise systémique, qui affecte l'ensemble du système capitaliste. Ce n'est pas une crise conjoncturelle, mais une crise structurelle. Elle est loin d'être terminée, et il y a même de fortes chances pour que ses conséquences à long terme excèdent en gravité celles de la crise de 1929. Le facteur déclenchant, à l'automne 2008, a été le surendettement des ménages. Les défauts de paiement, qui se sont multipliés, ont mis en péril les banques et les compagnies d'assurances. Pour sauver les banques, les Etats ont emprunté massivement à leur tour. Le problème de la dette privée s'est alors transformé en problème de la dette publique. Les répercussions sur l'euro ont été immédiates.

2) L'une des grandes caractéristiques de l'époque actuelle est la déconnection presque totale de l'économie financière et de l'économie réelle. Songez que certains jours, il s'échange sur les marchés l'équivalent de dix fois le PIB (produit intérieur brut) mondial ! Cela donne une idée de l'ampleur du problème. Comment faire « retour à l'économie réelle » ? Sur le plan technique, il serait parfaitement possible de contraindre les banques à faire passer par pertes et profits une série d'éléments de leurs bilans qui correspondent à autant de créances douteuses ou illégitimes. On pourrait aussi imposer une nouvelle discipline bancaire, qui interdirait aux banques d'affaires de se fondre avec des banques de dépôt. A l'époque du New Deal, Roosevelt avait déjà fait adopter le *Glastigal Act*, qui imposait au secteur bancaire de se scinder entre banques d'affaires et d'investissement d'un côté, banques d'épargne et de dépôt de l'autre. Une mesure plus radicale serait la nationalisation pure et simple du secteur bancaire. Mais ce sont là des solutions théoriques, aucun d'Etat n'ayant la moindre intention d'entrer en guerre ouverte contre la finance.

Plutôt que de chercher à rétablir à partir du haut une régulation globale de type keynésien, il vaudrait mieux rechercher des solutions « régionales » : abandonner l'euro comme monnaie unique en le transformant en monnaie commune, interdire les délocalisations, rétablir la « préférence communautaire » en réinstallant des tarifs douanières aux frontières de l'Europe, etc. Enfin, il faudrait jouer délibérément la carte du localisme : relocalisation des entreprises, recentrage de la production et de la consommation économique, recours aux incitations fiscales, etc.

3) Le marché n'a jamais été un système de régulation du lien social. Il n'est pas non plus autorégulé. Enfin, un « marché libre » n'existe tout simplement pas. Le fonctionnement des marchés n'est en effet jamais exempt des contraintes extérieures ou des effets de pouvoir. Tout marché possède des limites qui restreignent la liberté des choix et interdisent l'apparition d'un équilibre « optimal ». Au XIXe siècle, les lois du marché s'accommodaient très bien de l'esclavage ou du travail des enfants dans les mines. Ceux-ci ont été abolis parce qu'une décision politique s'est imposée au marchés. C'est depuis que les anciens Etats-nations se sont transformés en Etats-marchés que les dysfonctionnements sociaux s'aggravent. La

société de consommation est aussi celle où l’on assiste à la dissolution du lien social.

4) Bien entendu ! Cette guerre des marchés financiers contre des Etats souverains – plus exactement des Etats en passe de perdre leur souveraineté – est à l’origine de la crise de l’euro. L’offensive d’abord visé la Grèce, l’Irlande et le Portugal. Les prochainces cibles sont l’Espagne et l’Italie, en attendant la France et la Grande-Bretagne. Le problème est qu’en s’endettant massivement, les Etats se sont eux-mêmes placés dans la dépendance des banques, des marchés financiers et des agences de notation, ce qui limite d’autant leur capacité à réagir. C’est vrai un peu partout en Europe, mais également aux Etats-Unis, à qui Vladimir Poutine reprochait récemment de vivre « en « parasites de l’économie mondiale ». A l’heure actuelle, toute dépense publique faite aux Etats-Unis est financée à hauteur de 42 % par l’emprunt !

5) La théorie dominante (qui est aussi la théorie libérale classique) est que les Etats ne peuvent réduire leur dette publique qu’en adoptant des politiques d’« austérité » qui rétabliront la confiance et permettront à la croissance de repartir. Mais c’est exactement l’inverse qui est vrai. Ces politiques d’austérité, qui reviennent à faire payer l’addition aux classes populaires et aux classes moyennes, ne peuvent que faire obstacle à un retour à l’équilibre puisqu’en réduisant le pouvoir d’achat des citoyens, elles entraînent mécaniquement une baisse de la demande. Une pression déflationniste s’exerçant parallèlement sur les salaires, le chômage augmente et les déficits s’accroissent.

6) Tout est une question de volonté politique. Notre époque, qui est celle de la culture de la marchandise et du déchaînement planétaire de la logique de l’argent, a consacré le primat de l’économique sur le politique. Rétablir le politique dans ses prérogatives est l’objectif principal à viser. Ce ne sera pas une mince affaire. C’est pourquoi la crise a encore de beaux jours devant elle !